



**BURKINA FASO**  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE  
(CPC)

## **TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE**

au 1<sup>er</sup> trimestre 2012

**Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD**  
INSD, Ouaga 2000, Avenue Pascal Zagré - 01 BP 374 Ouagadougou 01  
Téléphone : (226) 50.37.62.02 - Fax : (226) 50.37.62.26 - Burkina Faso  
E-mail : [insd@insd.bf](mailto:insd@insd.bf); [insdbf@yahoo.fr](mailto:insdbf@yahoo.fr) - Site web : [www.insd.bf](http://www.insd.bf)

TBE n° 01/2012

# SOMMAIRE

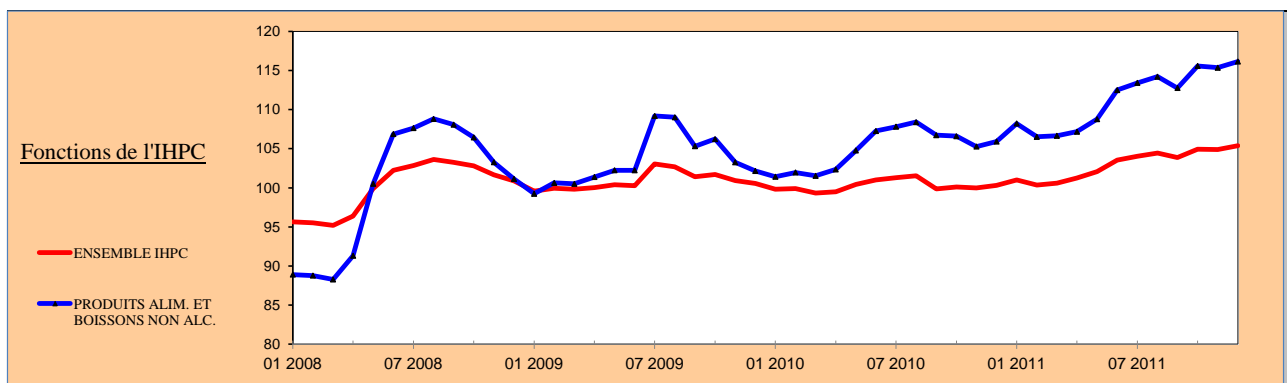
<b>Secteur réel</b> .....	<b>3</b>
<b>Secteur finances publiques</b> .....	<b>8</b>
<b>Secteur monétaire</b> .....	<b>13</b>
<b>Secteur extérieur</b> .....	<b>16</b>
<b>Définitions et abréviations</b> .....	<b>21</b>
<b>Crédit des contributions</b> .....	<b>22</b>

## Secteur réel

Le premier trimestre 2012 a connu, comparativement au trimestre précédent une hausse générale des prix des céréales et une baisse globale des prix des animaux. Quant à l'industrie, sa production a connu une relance au quatrième trimestre 2011 comparativement au troisième trimestre 2011.

### INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2010	2011	2011	2011	2011	trimestriel	annuel
<b>ENSEMBLE IHPC</b>	<b>100,1</b>	<b>100,6</b>	<b>102,3</b>	<b>104,1</b>	<b>105,1</b>	<b>0,9%</b>	<b>4,9%</b>
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	105,9	107,1	109,5	113,5	115,7	2,0%	9,2%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	99,7	97,2	100,9	99,4	100,7	1,2%	1,0%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	100,1	100,2	100,4	101,0	101,1	0,1%	1,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	104,1	103,1	107,3	106,6	107,4	0,8%	3,2%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,2	98,3	98,4	98,8	98,8	0,0%	0,6%
SANTE	99,8	100,2	100,5	100,5	100,5	0,0%	0,7%
TRANSPORTS	98,7	98,9	99,1	99,6	99,7	0,0%	1,0%
COMMUNICATION	63,4	64,5	62,4	62,3	61,6	-1,1%	-2,9%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	98,9	99,0	99,1	99,0	99,0	0,0%	0,1%
ENSEIGNEMENT	102,5	102,5	102,5	102,5	102,5	0,0%	0,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	103,4	104,0	108,5	112,2	112,9	0,7%	9,2%
AUTRES BIENS ET SERVICES	101,6	102,0	102,2	102,5	102,8	0,3%	1,1%



Le quatrième trimestre 2011 a été marqué par une hausse du niveau général des prix à la consommation. En effet, l'indice harmonisé des prix à la consommation a accru de 4,9% par rapport à l'année précédente et de 0,9% par rapport au troisième trimestre 2011.

La hausse annuelle de 4,9% s'explique essentiellement par l'envolée des prix des biens alimentaires (+9,2%) dont les répercussions sur les services d'hôtellerie et de restauration ont entraîné une hausse de 9,2% des prix.

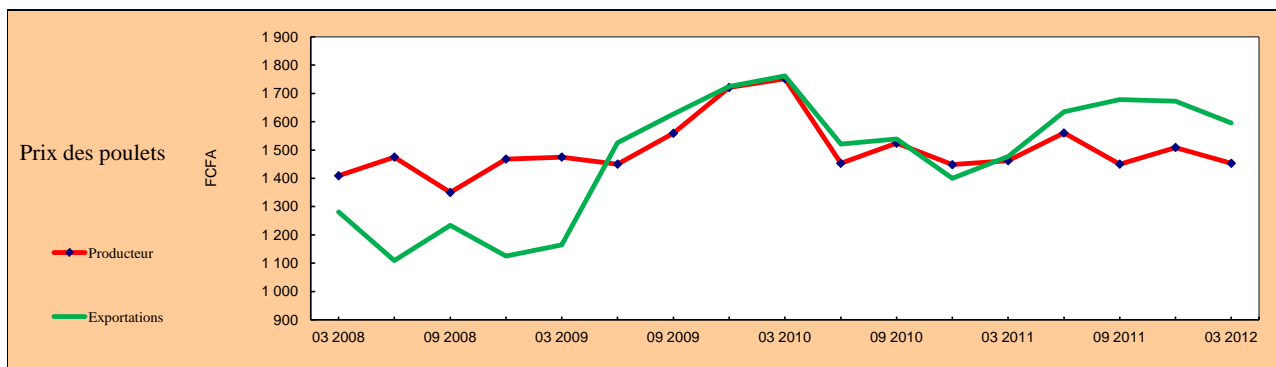
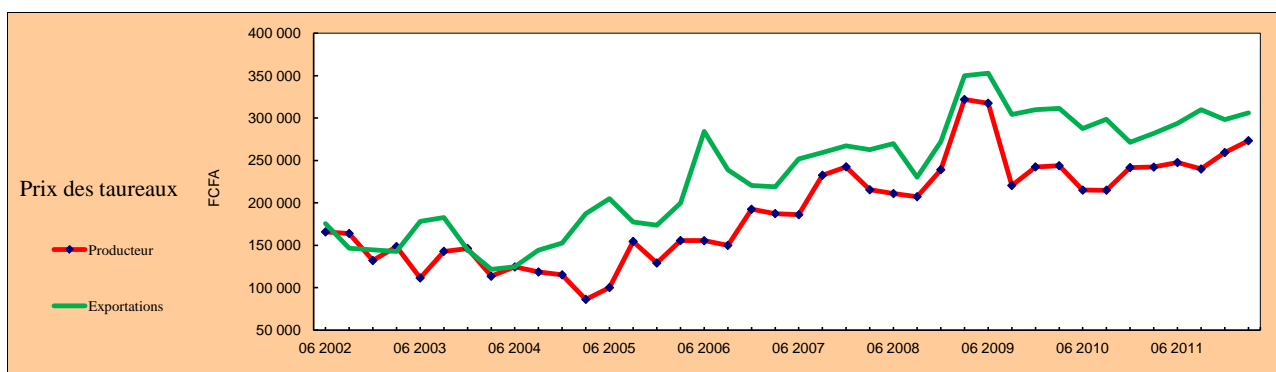
La hausse de 0,9% en glissement trimestriel reste surtout liée au renchérissement des biens alimentaires (+2,0%), mais aussi à l'évolution des prix des boissons alcoolisées (+1,2%) et des services de restauration et d'hôtellerie (+0,7%).

Seuls les services de communication avec la pratique des tarifs promotionnels par les opérateurs de la téléphonie mobile, ont enregistré une baisse de leurs prix tant en variation annuelle (-2,9%) que trimestrielle (-1,1%).

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

### PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2011	2011	2011	2011	2012	trimestriel	annuel
Prix au producteur du taureau	242 212	247 614	239 953	259 384	273 357	5,4%	12,9%
Prix à l'exportation du taureau	281 944	293 633	309 724	298 030	305 980	2,7%	8,5%
Prix au producteur du bélier	34 324	36 725	34 907	39 450	36 953	-6,3%	7,7%
Prix à l'exportation du bélier	44 682	47 318	46 657	50 832	43 136	-15,1%	-3,5%
Prix au producteur du bouc	18 503	18 133	16 876	19 615	19 208	-2,1%	3,8%
Prix à l'exportation du bouc	32 733	34 054	30 891	32 762	31 688	-3,3%	-3,2%
Prix au producteur du poulet	1 462	1 560	1 450	1 509	1 453	-3,7%	-0,6%
Prix à l'exportation du poulet	1 477	1 635	1 678	1 673	1 596	-4,6%	8,1%
Prix au producteur de la pintade	1 645	1 768	2 034	1 904	1 806	-5,1%	9,8%
Prix à l'exportation de la pintade	1 842	1 988	2 235	2 243	2 001	-10,8%	8,6%



Au premier trimestre 2012, le marché du bétail s'est caractérisé par une baisse des prix des ovins, des caprins et de volaille aussi bien sur les marchés de production que les marchés d'exportation. Les baisses les plus importantes sont observées en glissement trimestriel sur les marchés d'exportation et ont concerné le bélier (-15,1%) et la pintade (-10,8%).

L'analyse des prix de taureau montre une tendance à la hausse des prix au producteur et à l'exportation. Les hausses observées sont respectivement de 5,4% sur les marchés de production et de 2,7% sur les marchés d'exportation en glissement trimestriel. En glissement annuel, elles varient entre 12,9% sur les marchés de production et 8,5% sur les marchés d'exportation.

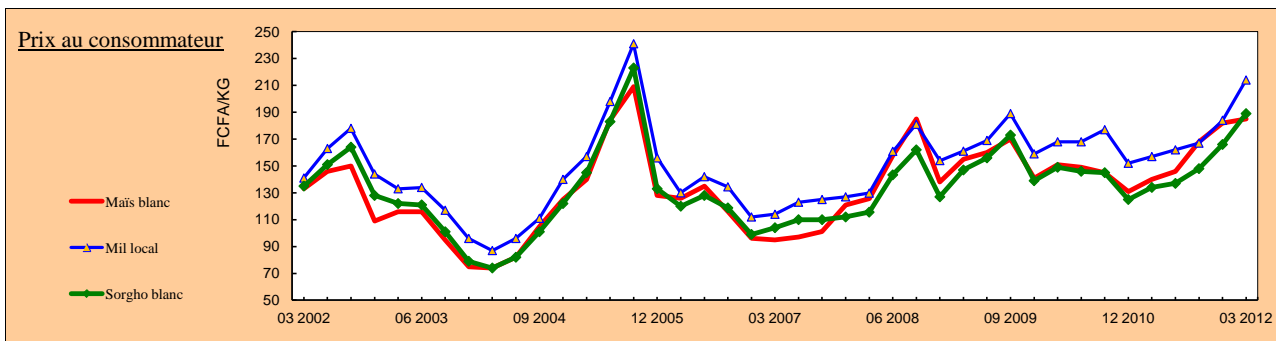
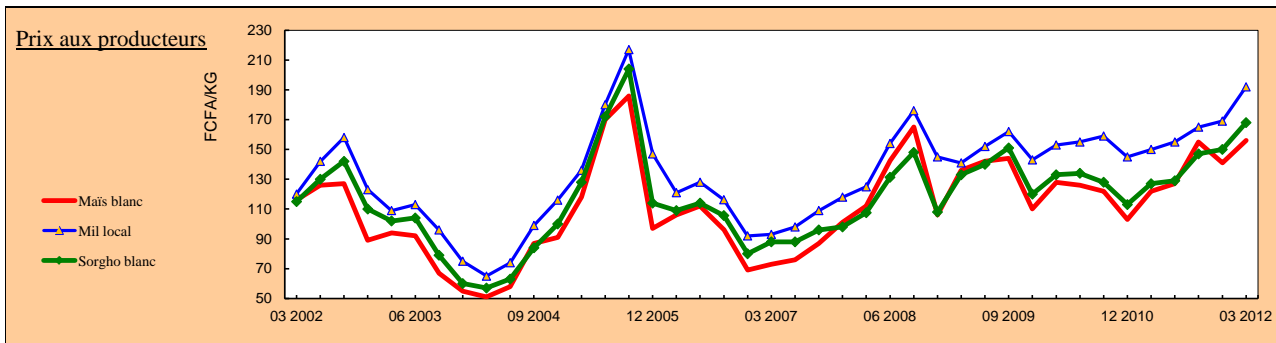
Par contre, du côté des petits ruminants, les prix au producteur et à l'exportation ont évolué à la baisse comparativement à leur niveau du trimestre précédent. La chute des prix, constatée sur les différents types de marché, est liée à la baisse de la demande en ovins et en caprins. Ainsi donc, les prix des béliers ont oscillé entre 22 000 et 47 000 F CFA et ceux des boucs entre 17 000 F CFA et 22 000 F CFA sur les marchés de production depuis janvier 2012. Sur les marchés d'exportation, ces prix ont varié entre 22 000 F CFA et 37 000 F CFA pour le bouc et entre 35 500 F CFA et 48 000 F CFA pour le bélier. En glissement annuel, seuls les prix à l'exportation connaissent une baisse de 3,5% pour les béliers et de 3,2% pour le bouc.

Les prix de volaille ont enregistré sur les marchés de production et d'exportation un repli (-3,7% pour les poulets et -5,2% pour les pintades). Toutefois, en glissement annuel, des hausses sensibles des prix de volaille à l'exportation (+8,0% pour le poulet et +8,6% pour la pintade) sont observées.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

### PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2011	2011	2011	2011	2012	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	122,0	127,0	155,0	141,0	156,0	10,6%	27,9%
Prix au consommateur du maïs blanc	140,0	146,0	168,0	182,0	185,0	1,6%	32,1%
Prix au producteur du mil local	150,0	155,0	165,0	169,0	192,0	13,6%	28,0%
Prix au consommateur du mil local	157,0	162,0	167,0	184,0	214,0	16,3%	36,3%
Prix au producteur du sorgho blanc	127,0	129,0	147,0	150,0	168,0	12,0%	32,3%
Prix au consommateur du sorgho blanc	134,0	137,0	148,0	166,0	189,0	13,9%	41,0%



Les prix des produits agricoles n'ont pas connu une baisse saisonnière assez significative au dernier trimestre 2011 comme au dernier trimestre de chaque année. Cela reflète les résultats, peu reluisants, de la campagne agricole. En ce premier trimestre de l'année 2012, les prix des céréales dépassaient déjà la barre des 180 FCFA le kilogramme. Une hausse des prix due principalement à une baisse de la disponibilité sur les principaux marchés par rapport à l'année antérieure. En effet, en fin de trimestre, on a observé une baisse de l'approvisionnement des marchés par les stocks paysans. Cet approvisionnement s'est fait en grande partie par les stocks commerçants. La disponibilité sur les marchés a été moyenne dans l'ensemble mais les prix ont connu une évolution à la hausse.

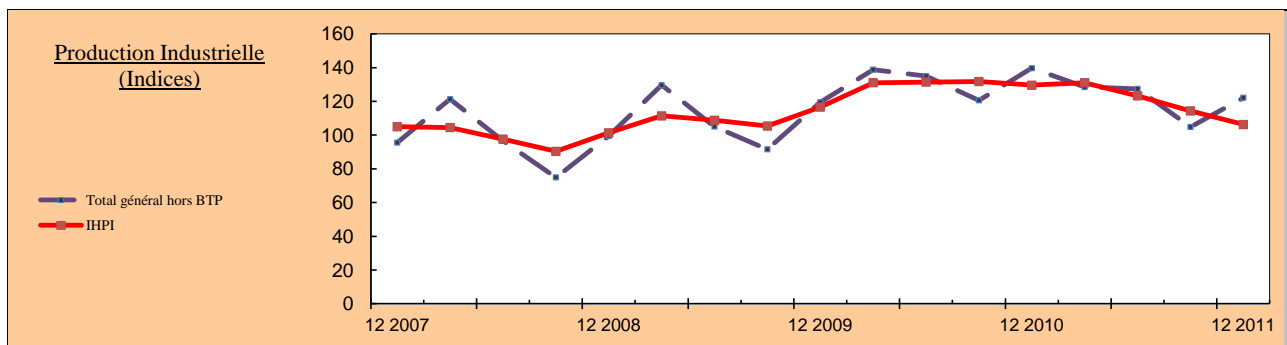
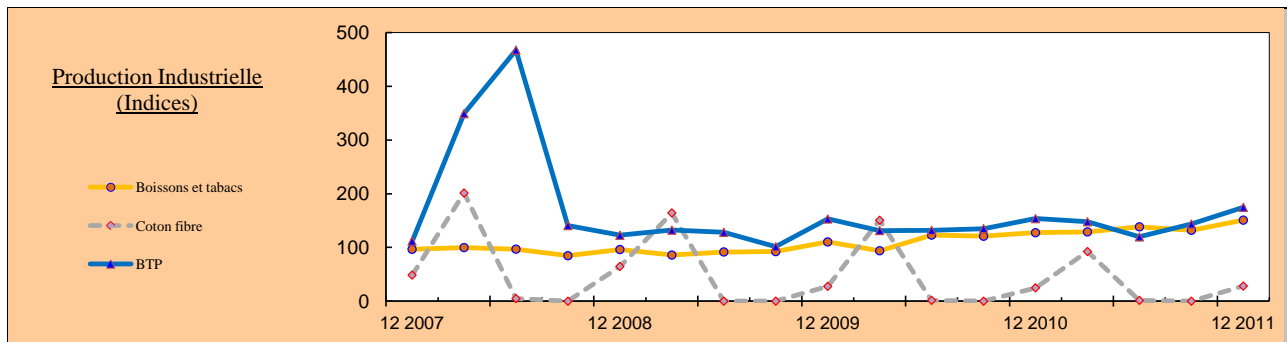
Sur les marchés de collecte, des hausses de prix de 11%, 14% et 12% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho, ont été enregistrées par rapport au trimestre passé. Avec des moyennes trimestrielles de 156 FCFA/Kg pour le maïs, 192 FCFA/Kg pour le mil et 168 FCFA/Kg pour le sorgho, des hausses ont été également observées par rapport à la même période de l'année écoulée : +32% pour le sorgho et +28% pour le mil et le maïs. Par rapport à la moyenne des 5 dernières années, il est ressorti des hausses de prix de 44% pour le mil, de 37% pour le maïs et de 42% pour le sorgho. Sur les marchés de détail, les prix moyens sont en hausse par rapport trimestre dernier : des hausses de prix de 2% pour le maïs, 16% pour le mil et 14% pour le sorgho ont été relevées. Les prix moyens au consommateur ont atteint 185 FCFA/Kg pour le maïs, 214 FCFA/Kg pour le mil et 189 FCFA/Kg pour le sorgho. Comparé à la même période de l'année passée, ces prix sont en hausse de 32%, de 36% et 41%, respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho. Par rapport à la moyenne quinquennale, il ressort aussi des hausses de prix : +33% pour le maïs, +46% pour le mil et +45% pour le sorgho.

Au cours de ce trimestre, les prix les plus élevés ont été observés sur les marchés des régions du Sahel (Dori, Gorom-Gorom, Sebba), du Nord (Ouahigouya, Yako, Djibo) et du Centre (Sankaryaré, Gounghin) avec des prix moyens du sac de 100Kg atteignant 23 500 FCFA pour le mil, 20 500 FCFA pour le sorgho et 21 000 FCFA pour le maïs. Quant aux prix les moins élevés, ils se retrouvent sur les marchés des régions de la Boucle du Mouhoun (Gassan, Djibasso), du Centre-Est (Ouargaye), des Hauts-Bassins (Faramana, N'Dorola) et des Cascades (Douna) avec des moyennes de prix du sac de 100 Kg à 15 500 FCFA pour le mil, 14 000 FCFA pour le maïs et 15 000 FCFA pour le sorgho.

**Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S.**

### INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2010	2011	2011	2011	2011	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	24,8	92,4	1,5		28,1		13,0%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	128,2	162,7	121,9	112,1	129,4	15,5%	0,9%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	36,8	95,9	12,6	13,9	32,8	135,8%	-10,8%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 379,8	1 336,5	1 236,9	1 150,5	1 022,0	-11,2%	-25,9%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	166,8	141,9	118,5	125,0	143,0	14,4%	-14,3%
BOISSONS ET TABAC	127,5	128,9	138,4	131,9	150,8	14,3%	18,3%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	166,8	141,9	118,5	125,0	143,0	14,4%	-14,3%
BOULANGERIES, MEUNERIES	118,3	114,8	118,3	130,2	117,7	-9,6%	-0,5%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	130,5	237,5	87,5	68,8	84,9	23,3%	-35,0%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	156,8	131,1	124,2	153,9	80,1	-48,0%	-48,9%
INDUSTRIES CHIMIQUES	66,0	67,2	72,4	66,3	74,1	11,8%	12,2%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	349,5	15,9	10,4	6,5	14,7	126,7%	-95,8%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	64,0	60,7	161,0	67,1	98,9	47,5%	54,5%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	153,6	147,8	119,6	143,5	174,6	21,7%	13,7%
<b>TOTAL GENERAL HORS BTP</b>	<b>139,6</b>	<b>128,5</b>	<b>127,4</b>	<b>104,8</b>	<b>122,2</b>	<b>16,5%</b>	<b>-12,5%</b>
<b>IHPI</b>	<b>141,5</b>	<b>131,0</b>	<b>126,4</b>	<b>109,9</b>	<b>129,1</b>	<b>17,4%</b>	<b>-8,8%</b>



Le quatrième trimestre de l'année 2011 a été marqué par une relance de la production dans l'industrie. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle est passé de 109,9 au troisième trimestre à 129,1 au dernier trimestre de 2011, enregistrant ainsi une hausse de 17,4% en glissement trimestriel. En glissement annuel, on note cependant une baisse de 8,8%.

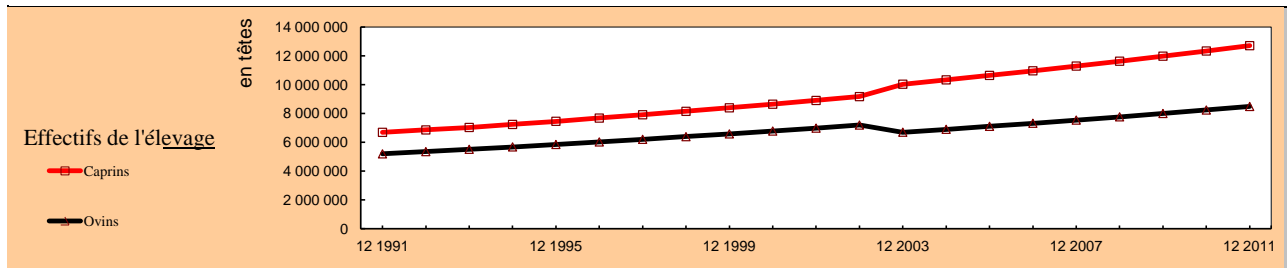
Cette hausse trimestrielle est due principalement aux industries énergétiques (électricité, gaz et eau), celles du textile avec l'égrenage de coton et celles du BTP avec notamment une amélioration notable de la production de matériaux de construction. En effet, le secteur énergétique et celui du bâtiment et des travaux publics ont connu des hausses respectives de 47,5% et 21,7% en glissement trimestriel mais aussi en glissement annuel (54,5% et 13,7%). Dans l'industrie alimentaire, de boisson et de tabac, on a également enregistré une hausse 15,5% en glissement trimestriel et une croissance de 0,9% en glissement annuel. L'industrie textile quant à elle, fortement impulsée par la reprise de l'égrenage de coton, a connu une hausse de 135,8% en glissement trimestriel, mais une baisse de 10,8% en glissement annuel.

Cependant, l'indice de l'industrie extractive, dominée jusque là par la production orifère, a connu une baisse de 11,2% en glissement trimestriel. Cette baisse est plus prononcée en glissement annuel (-25,9%). L'extraction est ainsi le principal secteur industriel ayant été marqué par une baisse en plus de l'industrie textile (hors égrenage de coton) qui a enregistré des baisses respectives de 48,0% et 48,9% en glissement annuel et trimestriel au quatrième trimestre 2011.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

### PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	Croissance moyenne	
						2007-2011	2010-2011
Effectif de bovins (en têtes)	7 914 180	8 072 420	8 233 845	8 398 499	8 566 448	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	7 543 720	7 770 083	8 003 164	8 243 238	8 490 513	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	11 294 980	11 633 992	11 982 987	12 342 454	12 712 705	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	34 329	35 359	36 420	37 512	38 638	3,0%	3,0%

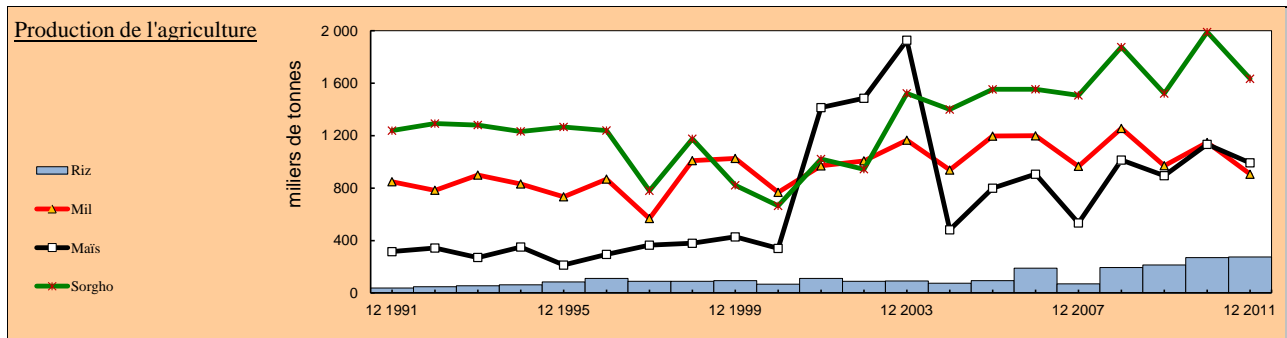


Les résultats de la deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II, 2003) constituent la base d'estimation des effectifs du cheptel. A partir donc de ces résultats et en appliquant les taux de croît, nous obtenons les effectifs ci-dessus du cheptel pour l'année 2011.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

### PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	Croissance moyenne	
						2007-2011	2010-2011
Production brute totale de céréales	3 088 811	4 358 518	3 626 637	4 560 574	3 822 882	5,5%	-16,2%
dont : Production brute de mil	966 016	1 255 189	970 927	1 147 894	905 637	-1,6%	-21,1%
dont : Production brute de sorgho	1 507 162	1 875 046	1 521 468	1 990 227	1 633 759	2,0%	-17,9%
dont : Production brute de maïs	533 874	1 013 634	894 558	1 133 452	992 708	16,8%	-12,4%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	68 916	195 102	213 584	270 658	274 840	41,3%	1,5%



Les résultats définitifs de la campagne agricole 2011/2012 proclamés ce trimestre ont fait ressortir des baisses de production pour presque toutes les spéculations. Cependant, la situation alimentaire des ménages a été dans l'ensemble assez satisfaisante jusqu'en fin de trimestre où l'on a constaté des difficultés au sein des ménages pauvres et très pauvres des localités à risque.

Selon les résultats définitifs de la campagne agricole 2011/2012, il ressort une production céréalière définitive évaluée à 3.666.405 tonnes. Cette production est en baisse de 19,6% par rapport à la campagne agricole antérieure 2010/2011 et de 5,1% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Quant aux cultures de rente, la production définitive est évaluée à 814 194 tonnes ; elle est également en baisse de 17,2% par rapport à la campagne passée et de 12,8 par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Pour les autres cultures vivrières, la production est de 729 557 tonnes soit une baisse de 16,7% par rapport à la précédente et une hausse de 14,1% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Le bilan céréalier national brut définitif de la campagne 2011/2012 est déficitaire, et présente un solde brut négatif évalué à 154 462 tonnes. Avec un solde import/export de 266 903 tonnes, le bilan dégage un excédent net de 112 440 tonnes, soit un disponible apparent par habitant de 211 kg pour l'année de consommation. De ce fait, la situation des couvertures des besoins céréaliers par province, est la suivante :

- 17 provinces sont déficitaires (Kadiogo, Zondoma, Kourweogo, Passore, Bam, Boulikie, Yatenga, Namentenga, Sanmatenga, Yagha, Tapoa, Soum, Oudalan, Seno, Gnagna, Oubritenga, Houet) avec un taux de couverture inférieur à 90%.
- 13 provinces (Bazèga, Kompienga, Boulgou, Bougouriba, Sanguié, Loroum, Comoé, Komandjoari, Kouritenga, Nahouri, Gourma, Ganzourgou, Koulpelgo) sont en situation d'équilibre avec un taux de couverture compris entre 90 et 120%.
- 15 provinces (Nayala, Poni, Nounbiel, Zounwéogo, Sourou, Ziro, Ioba, Banwa, Kossi, Mouhoun, Sissili, Balé, Tuy, Kenedougou, Léraba) sont excédentaires avec un taux de couverture dépassant les 120%.

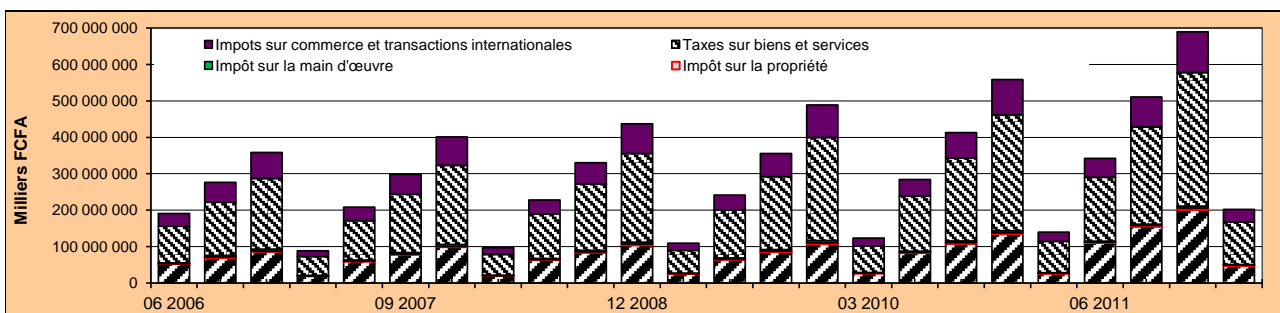
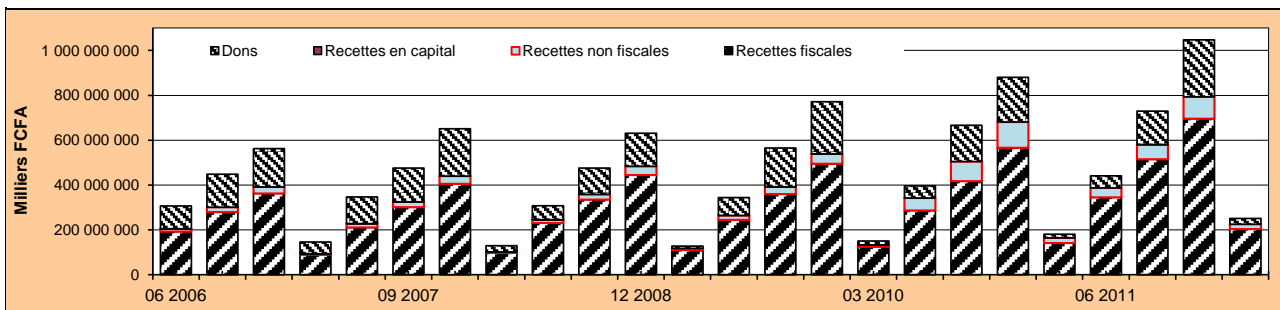
Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.P.E.R.

## Finances publiques

Au cours du premier trimestre de l'année 2012, les efforts se sont focalisés sur la consolidation des acquis engrangés au cours de l'année précédente et la mise en œuvre de nouvelles mesures visant une mobilisation plus accrue des recettes et la maîtrise des dépenses publiques. Sur le plan de la mobilisation des recettes extérieures le dialogue permanent instauré entre le gouvernement et les partenaires techniques financiers dans un souci du respect des engagements a contribué à une amélioration des décaissements. Ces différentes stratégies mises en œuvre ont contribué à améliorer le déficit (base engagement dons compris) de 67,2% par rapport à 1er trimestre de 2011.

### RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2012)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2011	2011	2011	2011	2012		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>1 239 648 789</b>	<b>180 864 935</b>	<b>441 248 026</b>	<b>729 846 039</b>	<b>1 047 248 587</b>	<b>251 362 391</b>	<b>20,3%</b>	<b>39,0%</b>
Recettes totales	835 261 490	163 842 223	387 272 161	580 681 629	793 578 305	225 127 972	27,0%	37,4%
Recettes courantes	835 261 490	163 842 206	387 271 959	580 681 266	793 577 824	225 127 794	27,0%	37,4%
Recettes fiscales	724 520 217	141 002 414	345 048 166	515 228 389	695 595 861	203 332 827	28,1%	44,2%
Impôts sur revenus et bénéfices	178 341 092	25 907 158	109 716 780	154 609 656	201 024 451	47 437 463	26,6%	83,1%
Impôt sur la main d'œuvre	8 824 632	1 300 866	2 506 887	3 326 699	4 988 891	1 521 033	17,2%	16,9%
Taxes sur biens et services	398 966 859	85 933 672	175 993 178	267 514 096	366 724 527	117 513 482	29,5%	36,7%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	126 131 459	25 424 876	51 734 092	81 818 334	111 976 829	34 013 988	27,0%	33,8%
Autres recettes fiscales	7 436 705	1 420 521	2 847 915	4 502 053	5 983 083	1 451 122	19,5%	2,2%
Recettes non fiscales	110 741 273	22 839 792	42 223 793	65 452 877	97 981 964	21 794 967	19,7%	-4,6%
Recettes en capital	0	17	202	363	481	178		947,1%
<b>Dons</b>	<b>404 387 299</b>	<b>17 022 712</b>	<b>53 975 865</b>	<b>149 164 410</b>	<b>253 670 282</b>	<b>26 234 418</b>	<b>6,5%</b>	<b>54,1%</b>
Projets	220 332 789	4 691 058	38 954 788	56 285 523	73 100 000	23 698 418	10,8%	405,2%
Programmes	184 054 510	12 331 654	15 021 078	92 878 887	180 570 282	2 536 000	1,4%	-79,4%



Les recettes totales et dons se sont chiffrés à 251,4 milliards de francs CFA à fin mars 2012 contre 180,9 milliards de francs CFA à fin mars 2011, soit une progression de 39,0%. Cette performance résulte d'un accroissement important des recettes propres de 37,4 % par rapport à fin mars 2011 pour s'établir à 225,1 milliards de francs CFA à fin mars 2012. Ces réalisations sont imputables aux performances enregistrées au niveau des recettes fiscales. En effet, celles-ci ont enregistré une hausse de 62,3 milliards de francs CFA (+44,2%) par rapport à fin mars 2011 pour se situer à 203,3 milliards de francs CFA à fin mars 2012. L'approche « Unité de recouvrement », l'organisation interne des régies et les mesures d'accompagnement mis en place par le gouvernement ont contribué à améliorer le recouvrement des recettes. En outre, le Gouvernement a poursuivi la stratégie globale de réforme de la politique fiscale par la mise en œuvre de l'impôt sur les sociétés (IS) et son acompte provisionnel. A cela s'ajoute le suivi rapproché des entreprises à travers la modernisation des Directions des moyennes entreprises (DME). Enfin, l'intensification des actions de lutte contre la fraude et le faux, le relèvement du taux applicable aux boissons alcoolisées autre que la bière, l'application de la TVA sur certaines opérations bénéficiant de régime de faveur, la modernisation et la simplification des procédures de dédouanement et surtout le dynamisme du secteur minier ont contribué à l'atteinte de ces bons résultats.

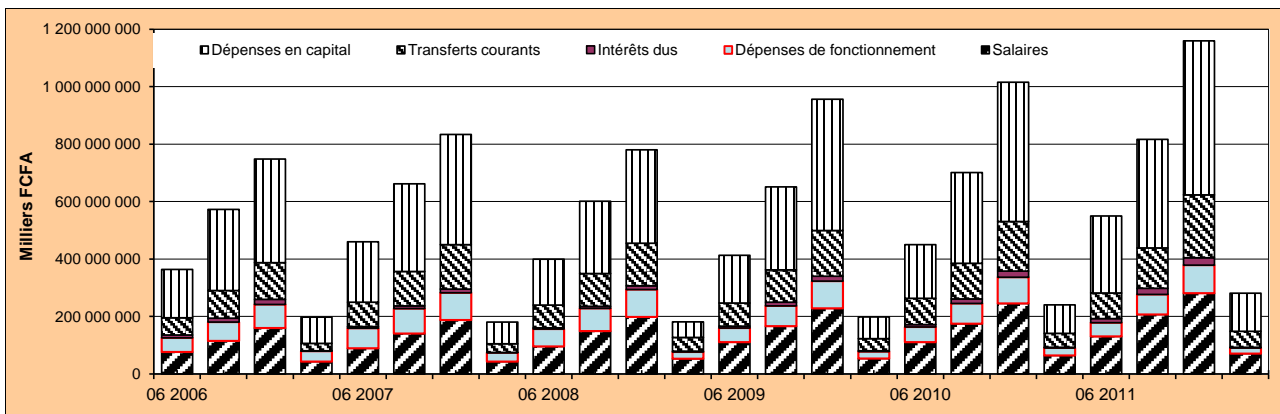
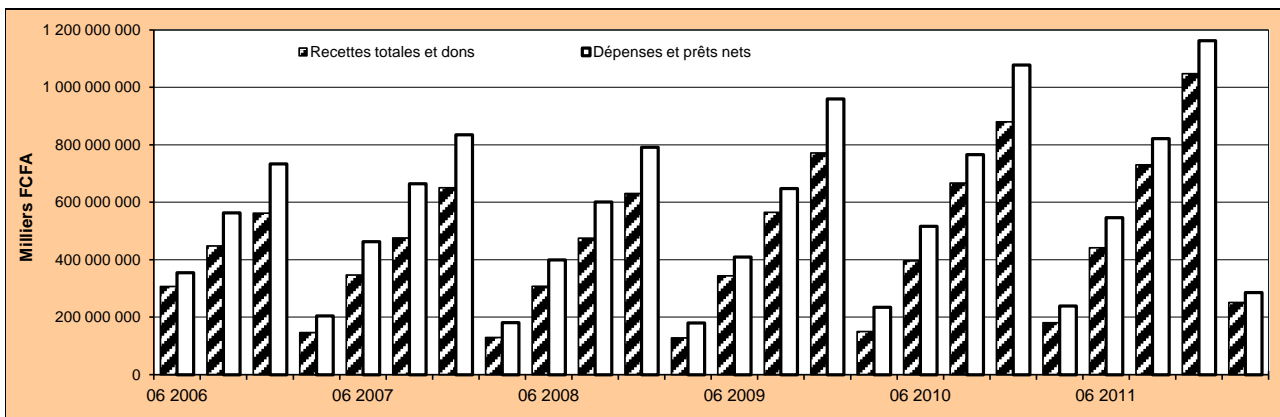
En ce qui concerne les dons, ils ont été mobilisés à hauteur de 26,2 milliards de francs CFA à fin mars 2012 contre 17,02 milliards de francs CFA à fin mars 2011, soit une hausse de 54,1% imputable à la hausse de la composante des dons programmes compensant la baisse de la composante des dons projets.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.



### DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2012)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2011	2011	2011	2011	2012		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>1 343 746 451</b>	<b>238 566 897</b>	<b>546 305 868</b>	<b>821 509 342</b>	<b>1 161 881 094</b>	<b>285 546 225</b>	<b>21,3%</b>	<b>19,7%</b>
Dépenses	1 350 682 231	240 259 364	550 135 477	816 558 835	1 159 228 694	280 838 966	20,8%	16,9%
Dépenses courantes	651 720 937	141 738 690	281 732 864	438 596 702	623 213 129	148 898 272	22,8%	5,1%
Salaires	319 864 568	64 507 568	131 074 482	206 873 715	281 444 997	70 578 195	22,1%	9,4%
Dépenses de fonctionnement	104 000 000	26 108 736	47 791 718	70 327 029	97 555 900	20 386 206	19,6%	-21,9%
Intérêts dus	20 030 369	2 606 039	14 013 994	20 884 104	25 762 699	2 116 584	10,6%	-18,8%
Transferts courants	207 826 000	48 516 347	88 852 670	140 511 854	218 449 532	55 817 287	26,9%	15,0%
Dépenses en capital	698 961 294	98 520 674	268 402 613	377 962 132	536 015 565	131 940 694	18,9%	33,9%
financées sur ressources propres	327 208 041	64 324 780	172 550 534	219 769 015	283 409 607	69 230 852	21,2%	7,6%
Prêts nets	-6 935 780	-1 692 468	-3 829 609	4 950 507	2 652 400	4 707 260	-67,9%	-378,1%



Les dépenses et prêts nets se sont situés à 285,5 milliards de francs CFA à fin mars 2012 contre 285,1 milliards de francs CFA à fin mars 2011, correspondant à une hausse de 0,41 milliards de francs CFA (+0,1%). Cette évolution est imputable essentiellement à la progression des dépenses courantes de 5,1% par rapport à fin mars 2011.

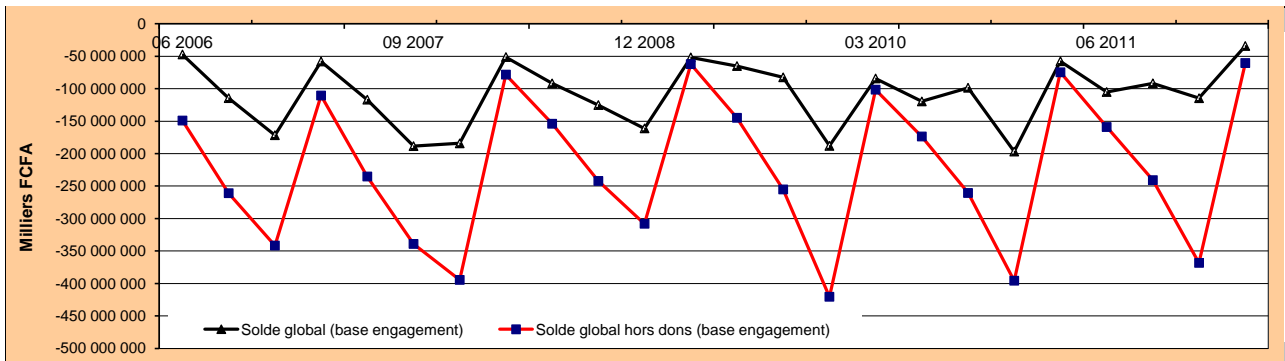
En glissement annuel, les dépenses de salaires et des transferts courant sont respectivement en hausse de 9,4 % et 15%. Cette hausse s'explique essentiellement par les effets de la mise en œuvre des mesures adoptées pour faire face à la crise sociale de 2011. Au cours du trimestre, certaines dépenses courantes notamment de fonctionnement et de paiement des intérêts ont pu être contenues et affichent des baisses respectivement de 21,8 % et 18,8% comparativement au 1er trimestre 2011. Cette situation peut s'expliquer par la politique entreprise par l'Etat en matière de maîtrise et de rationalisation des dépenses publiques.

Quant aux dépenses en capital, elles ont connu une hausse de 33,9% par rapport à 2011 pour s'établir à 131,9 milliards francs CFA. Cette hausse est imputable aussi bien aux dépenses d'investissements financées sur ressources extérieures (+81,5%) que sur celles financées sur ressources propres (+ 7,6%).

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

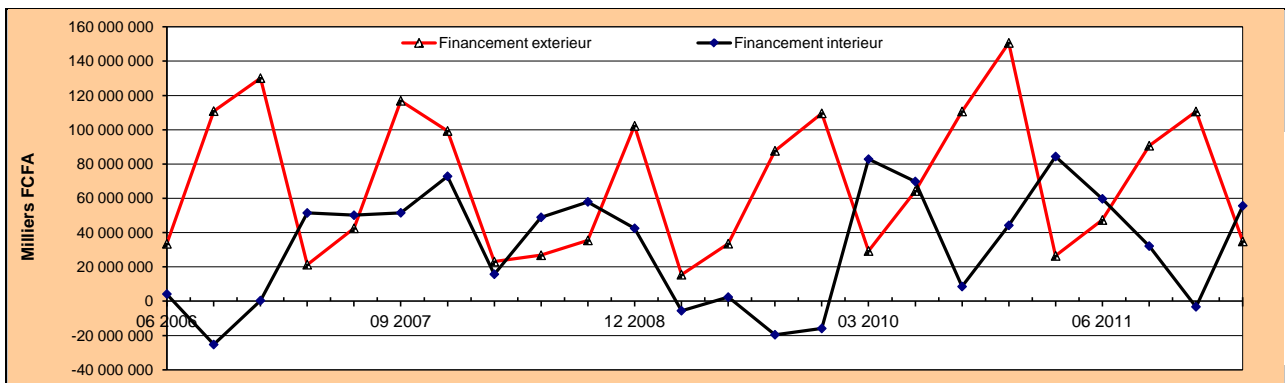
## SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2012)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2011	2011	2011	2011	2012		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Solde global (base engagement)</b>	<b>-104 097 662</b>	<b>-57 701 962</b>	<b>-105 057 842</b>	<b>-91 663 302</b>	<b>-114 632 507</b>	<b>-34 183 835</b>	<b>32,8%</b>	<b>-40,8%</b>
Solde global hors dons (base engagement)	-508 484 961	-74 724 673	-159 033 707	-240 827 712	-368 302 789	-60 418 253	11,9%	-19,1%
Solde primaire	-123 001 339	-72 118 635	-145 019 713	-219 943 609	-342 540 089	-58 301 669	47,4%	-19,2%
Solde de base	-143 031 708	-40 795 179	-64 166 392	-84 118 845	-166 109 210	1 158 334	-0,8%	-102,8%
<b>Solde global (base caisse)</b>	<b>-104 097 662</b>	<b>-58 733 303</b>	<b>-119 627 791</b>	<b>-107 605 124</b>	<b>-105 162 779</b>	<b>-86 241 237</b>	<b>82,8%</b>	<b>46,8%</b>
Solde global hors dons (base caisse)	-508 484 961	-75 756 015	-173 603 656	-256 769 534	-358 833 061	-112 475 655	22,1%	48,5%



Le déficit global (base engagement) des opérations financières de l'Etat s'est établi à 34,2 milliards de francs CFA à fin mars 2012 contre 104,2 milliards de francs CFA une année plus tôt, soit une amélioration de 67,2%. Ce niveau de déficit atteint à fin mars 2012 est contenu dans la limite de 36,1 milliards de francs CFA autorisée par le programme FEC. Le déficit global base caisse s'est situé à 86,2 milliards de francs CFA à fin mars 2012 contre 104,1 milliards de francs CFA à fin mars 2011. Ce déficit a été financé aussi bien par l'extérieur que par l'intérieur. Au plan intérieur, les tensions de trésorerie constatées durant ce premier trimestre ont conduit le gouvernement à procéder à des appels de fonds sur le marché financier national et sous régional. Ces appels de fonds se sont traduits par des opérations d'émission de bons de trésor d'une valeur nette cumulée de 22,7 milliards de francs CFA. En outre, dans l'ambition de réaliser une croissance forte à travers les investissements l'Etat a procédé à une opération d'emprunt obligataire d'un montant net de 59,1 milliards de francs CFA. Le succès de ces opérations d'émission de titres publics traduit la confiance des investisseurs en la qualité de la signature du gouvernement burkinabè.

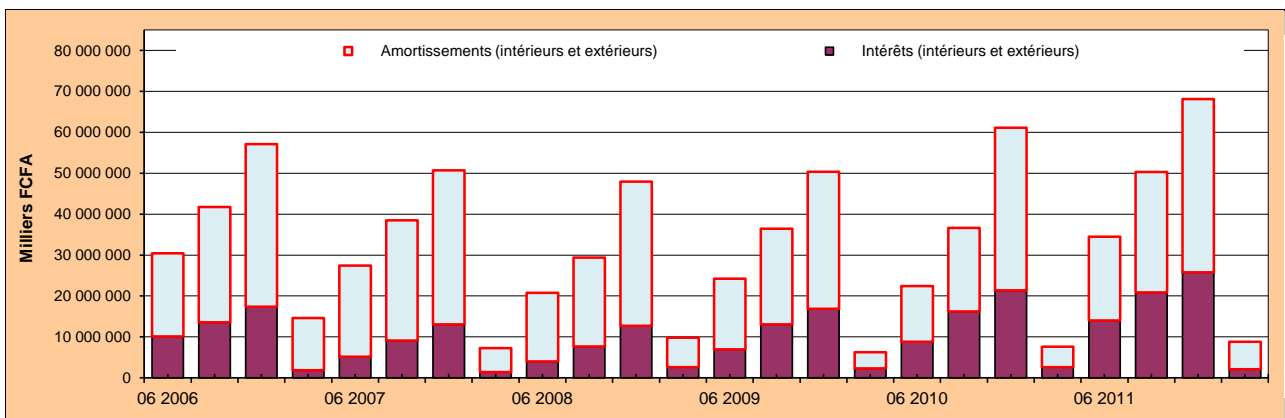
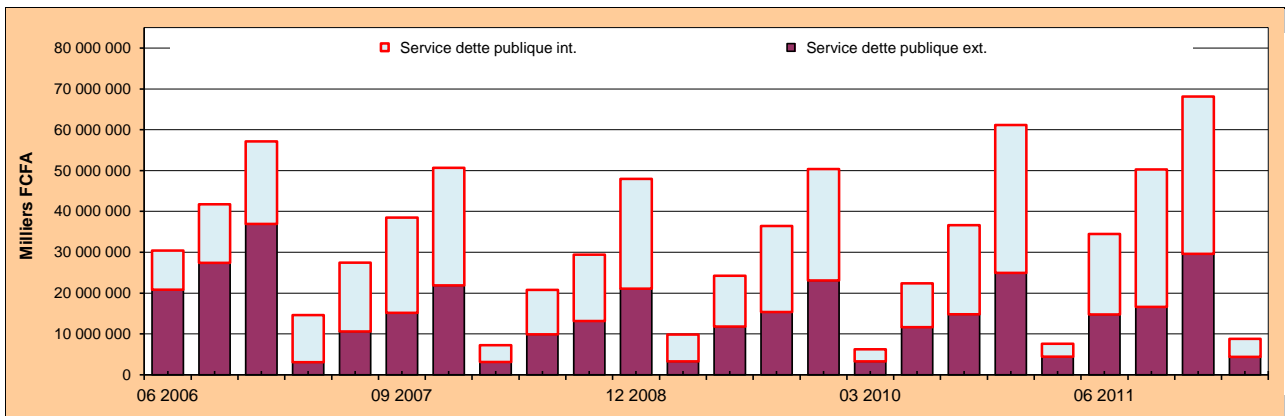
FINANCEMENT (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2012)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2011	2011	2011	2011	2012		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Financement</b>	<b>69 097 662</b>	<b>110 828 281</b>	<b>107 081 573</b>	<b>122 834 171</b>	<b>107 381 554</b>	<b>90 503 424</b>	<b>131,0%</b>	<b>-18,3%</b>
Financement extérieur	123 888 729	26 440 112	47 368 103	90 681 311	110 664 595	34 859 753	28,1%	31,8%
Décaissements extérieurs	145 120 464	29 238 436	55 912 528	100 423 344	129 093 579	37 878 169	26,1%	29,5%
Initiative PPTE (Allègements)	0							
Amortissement de la dette extérieure	-21 231 735	-2 798 325	-8 544 425	-9 742 032	-18 428 984	-3 018 416	14,2%	7,9%
Ajustement taux de change	0							
Financement intérieur	-54 791 067	84 388 169	59 713 470	32 152 859	-3 283 040	55 643 671	-101,6%	-34,1%
Financement bancaire	-47 032 176	56 895 705	52 486 141	15 621 502	-16 014 294	58 288 957	-123,9%	2,4%
Secteur non bancaire	-7 758 891	27 492 464	7 227 329	16 531 358	12 731 254	-2 645 286	34,1%	-109,6%
Gap de financement	0	-52 094 978	12 546 218	-15 229 046	-2 218 775	-4 262 187		-91,8%



Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

### SERVICE DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En milliers Francs CFA)	Prédvision budgétaire (2012)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2011	2011	2011	2011	2012		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Total service dette publique</b>	<b>70 130 000</b>	<b>7 591 125</b>	<b>34 477 938</b>	<b>50 297 220</b>	<b>68 109 015</b>	<b>8 789 580</b>	<b>12,5%</b>	<b>15,8%</b>
Amortissements (int. et ext.)	50 099 631	4 985 087	20 463 944	29 413 117	42 346 316	6 672 995	13,3%	33,9%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	20 030 369	2 606 039	14 013 994	20 884 104	25 762 699	2 116 584	10,6%	-18,8%
<b>Service dette publique int.</b>	<b>40 525 351</b>	<b>3 138 368</b>	<b>19 707 422</b>	<b>33 685 874</b>	<b>38 497 678</b>	<b>4 402 843</b>	<b>10,9%</b>	<b>40,3%</b>
Amortissements	28 867 896	2 186 762	11 919 519	19 671 084	23 917 332	3 654 580	12,7%	67,1%
Intérêts	11 657 455	951 606	7 787 903	14 014 790	14 580 346	748 263	6,4%	-21,4%
<b>Service dette publique ext.</b>	<b>29 604 649</b>	<b>4 452 758</b>	<b>14 770 516</b>	<b>16 611 346</b>	<b>29 611 337</b>	<b>4 386 737</b>	<b>14,8%</b>	<b>-1,5%</b>
Amortissements	21 231 735	2 798 325	8 544 425	9 742 032	18 428 984	3 018 416	14,2%	7,9%
Intérêts	8 372 914	1 654 433	6 226 091	6 869 314	11 182 353	1 368 321	16,3%	-17,3%
<b>Service dette ext./recettes totales</b>	<b>3,5%</b>	<b>2,7%</b>	<b>3,8%</b>	<b>2,9%</b>	<b>3,7%</b>	<b>1,9%</b>	<b>55,0%</b>	<b>-28,3%</b>

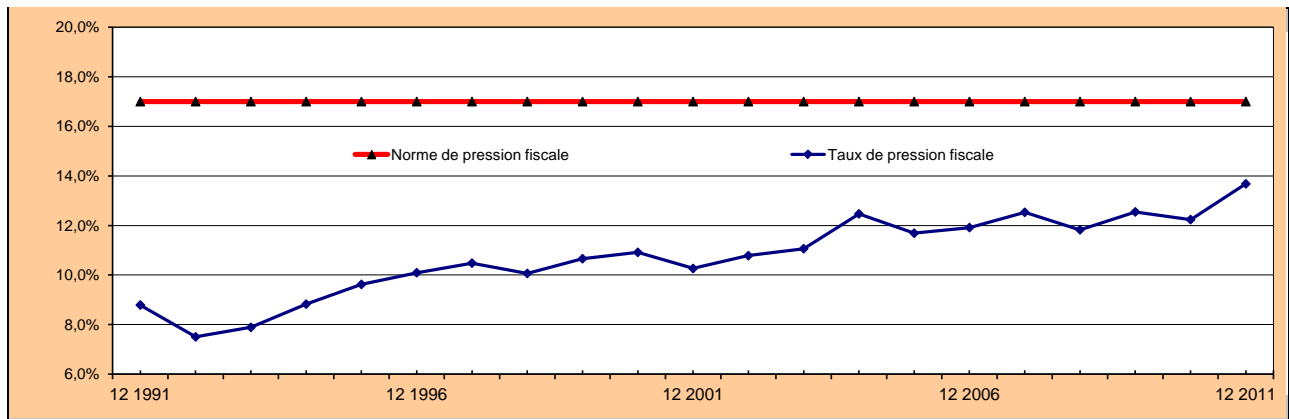


Le service de la dette publique s'est chiffré à 8,9 milliards de francs CFA à fin mars 2012 contre 7,6 milliards de francs CFA à la même période en 2011; soit une augmentation de 15,8%. Quant au ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", il est évalué à 1,9% à fin mars 2012 en baisse de 0,8 points comparativement à fin mars 2011. Ce qui signifie que la part des ressources propres consacrées au paiement de la dette extérieure a baissé au cours de la période.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

## CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2007	12 2008	12 2009	12 2010	12 2011
		Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
<b>Critères de 1er rang</b>						
Soldes budgétaires de base / PIB nominal	≥ 0%	-5,7%	-4,6%	-5,6%	-2,8%	-2,3%
Taux d'inflation	≤ 3%	-0,3%	10,7%	2,6%	-0,6%	2,8%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤ 70%	25,1%	24,6%	27,5%	25,0%	27,2%
<b>Critères de 2nd rang</b>						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	≥ 20%	35,2%	43,7%	47,6%	49,0%	40,7%
Masse salariale / Recettes fiscales	≤ 35%	46,3%	44,7%	46,2%	43,5%	40,5%
Solde extérieur courant / PIB nominal	≤ 5%	-12,6%	-14,8%	-9,1%	-7,0%	-9,6%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	12,5%	11,8%	12,5%	12,2%	13,7%



Sources : M.E.F.

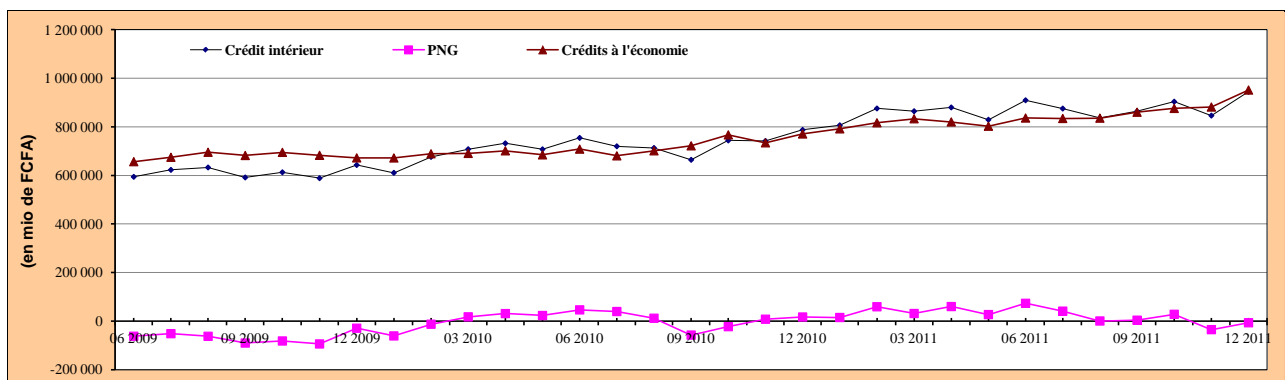
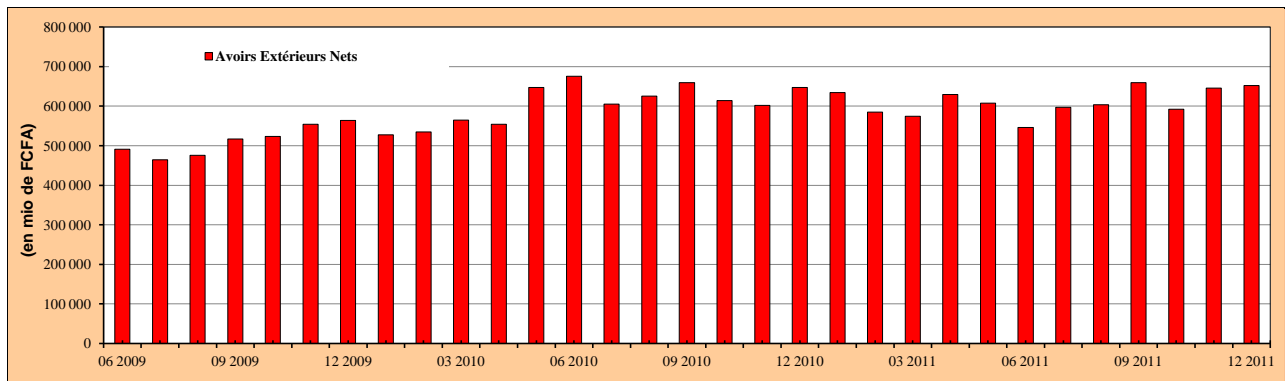
## Secteur monétaire

### AGREGATS MONETAIRES

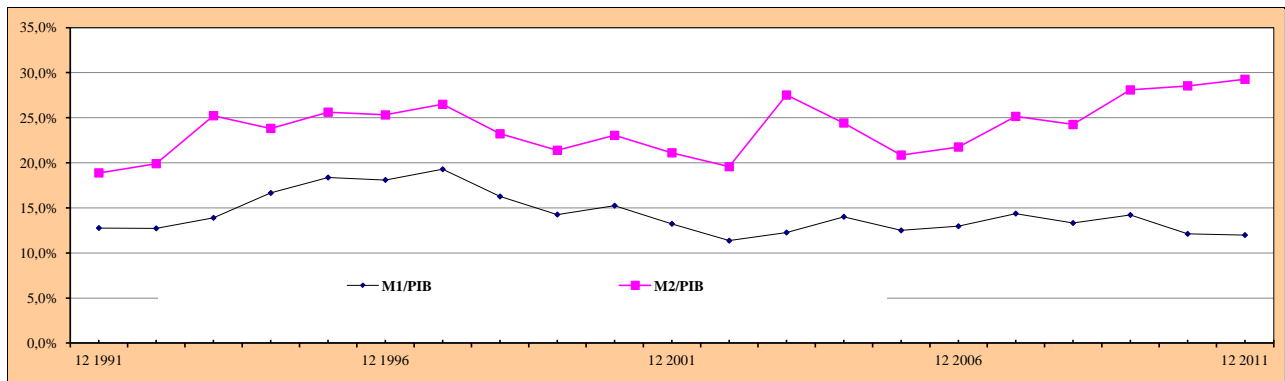
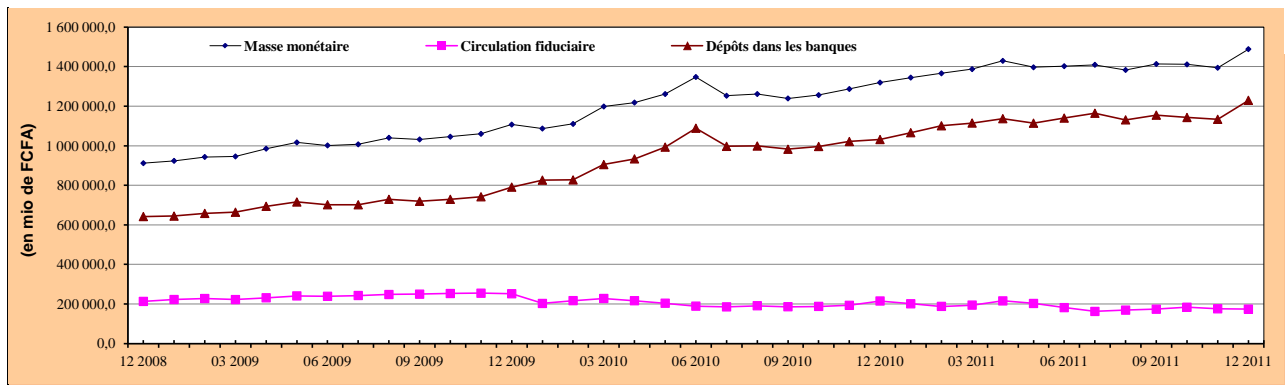
Les agrégats monétaires entre fin décembre 2010 et fin décembre 2011 ont été caractérisés par une hausse des avoirs extérieurs nets (+0,7%), du crédit intérieur (+20,0%) et de la masse monétaire (+12,8%).

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	4. Trim. 2010	1. Trim. 2011	2. Trim. 2011	3. Trim. 2011	4. Trim. 2011	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
Est.									
<b>Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>647 533,1</b>	<b>574 567,5</b>	<b>545 950,3</b>	<b>659 776,1</b>	<b>652 121,5</b>	<b>-7 654,6</b>	<b>-1,2%</b>	<b>4 588,4</b>	<b>0,7%</b>
BCEAO	300 757,1	277 961,5	258 088,3	239 364,1	245 913,5	6 549,4	2,7%	-54 843,6	-18,2%
Banques	346 776,0	296 606,0	287 862,0	420 412,0	406 208,0	-14 204,0	-3,4%	59 432,0	17,1%
<b>Crédit intérieur</b>	<b>787 290,6</b>	<b>864 341,0</b>	<b>909 375,5</b>	<b>863 769,3</b>	<b>944 634,2</b>	<b>80 864,9</b>	<b>9,4%</b>	<b>157 343,6</b>	<b>20,0%</b>
PNG	16 680,7	31 113,8	73 105,8	3 557,6	-6 964,5	-10 522,1	-295,8%	-23 645,2	-141,8%
Crédits à l'économie	770 609,9	833 227,2	836 269,7	860 211,7	951 598,7	91 387,0	10,6%	180 988,8	23,5%
dont crédits à court terme	464 327,9	462 038,2	478 372,7	492 128,7	562 627,7	70 499,0	14,3%	98 299,8	21,2%
dont crédits de campagne	10 286,0	69 705,0	22 905,0	20 307,0	14 715,0	-5 592,0	-27,5%	4 429,0	43,1%
dont crédits à moyen et long terme	295 996,0	301 484,0	334 992,0	347 776,0	374 256,0	26 480,0	7,6%	78 260,0	26,4%
<b>Masse monétaire</b>	<b>1 319 510,8</b>	<b>1 387 428,4</b>	<b>1 402 400,9</b>	<b>1 413 405,9</b>	<b>1 488 509,3</b>	<b>75 103,4</b>	<b>5,3%</b>	<b>168 998,5</b>	<b>12,8%</b>
Circulation fiduciaire	215 078,7	194 305,2	181 584,6	173 665,1	173 902,8	237,7	0,1%	-41 175,9	-19,1%
Dépôts dans les banques	1 031 504,1	1 114 968,2	1 140 004,3	1 154 812,8	1 229 729,7	74 916,9	6,5%	198 225,6	19,2%
dont dépôts à vue	440 231,1	510 213,2	503 795,3	526 243,8	598 828,7	72 584,9	13,8%	158 597,6	36,0%
dont dépôts à terme	401 655,0	405 573,0	415 991,0	409 434,0	410 518,0	1 084,0	0,3%	8 863,0	2,2%
<b>Autres Postes Nets</b>	<b>115 312,9</b>	<b>51 480,1</b>	<b>52 924,9</b>	<b>110 139,5</b>	<b>108 246,3</b>	<b>-1 893,2</b>	<b>-1,7%</b>	<b>-7 066,6</b>	<b>-6,1%</b>

AGREGATS MONETAIRES	déc.07	déc.08	déc.09	déc.10	déc.11
M1/PIB	14,4%	13,3%	14,2%	12,1%	12,0%
M2/PIB	25,1%	24,2%	28,1%	28,5%	29,3%



Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont passés de 647,5 milliards de FCFA à fin décembre 2010 à 652,1 milliards de FCFA à fin décembre 2011 soit une progression de 4,6 milliards de FCFA (+0,7%). Cette hausse s'explique uniquement par la croissance des avoirs extérieurs nets des banques (+17,1 milliards de FCFA) entre fin décembre 2010 et fin décembre 2011, ceux de la Banque Centrale s'étant au contraire contractés (-54,8 milliards de FCFA).



La régression des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de 54,8 milliards de FCFA (-18,2%) résulte d'une baisse des avoirs extérieurs bruts plus importante que celle des engagements extérieurs. En effet, les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 450,1 milliards de FCFA à fin décembre 2011 contre 525,5 milliards de FCFA à fin décembre 2010, soit un recul de 75,4 milliards de FCFA (-14,4%). Quant aux engagements extérieurs, ils se sont situés à 204,2 milliards de FCFA à fin décembre 2011 contre 224,8 milliards de FCFA à fin décembre 2010, soit une baisse de 20,6 milliards de FCFA (-9,2%).

La position extérieure des banques a été marquée par une hausse des avoirs extérieurs bruts, et des engagements extérieurs bruts. En effet, les avoirs extérieurs bruts des banques sont passés de 457,6 milliards de FCFA à fin décembre 2010 à 555,4 milliards de FCFA à fin décembre 2011, soit une hausse de 97,8 milliards de FCFA (+21,4%). Sur la même période, leurs engagements extérieurs sont passés de 110,8 milliards de FCFA à 149,2 milliards de FCFA, soit une hausse de 38,4 de FCFA (34,6%).

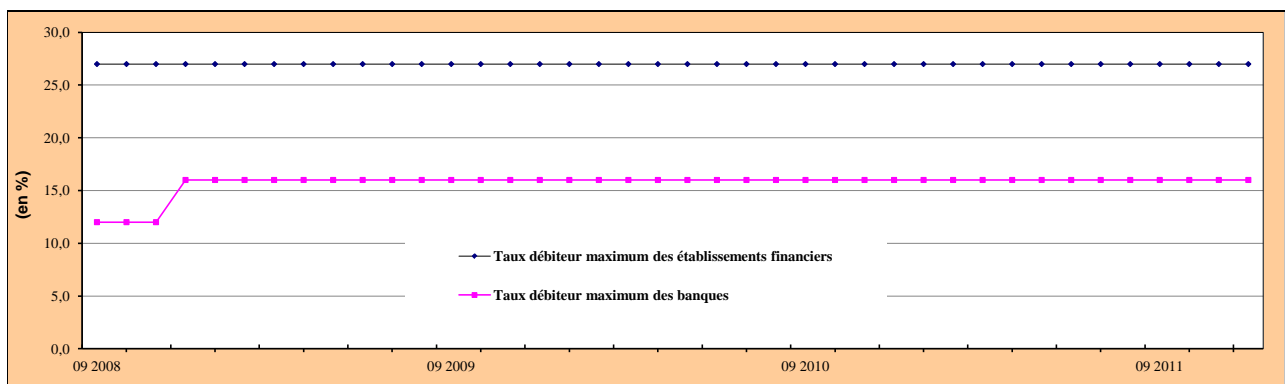
Le crédit intérieur a progressé de 157,3 milliards de FCFA (+20,0%) à fin décembre 2011, en ressortant à 944,6 milliards de FCFA contre 787,3 milliards de FCFA à fin décembre 2010. Cette progression est attribuable aux crédits à l'économie, la PNG s'étant améliorée sur la période. En effet, les crédits à l'économie ont augmenté de 181,0 milliards de FCFA (+23,5%), en passant de 770,6 milliards de FCFA à fin décembre 2010 à 951,6 milliards de FCFA à fin décembre 2011. Quant à la PNG, elle s'est améliorée de 23,6 milliards de FCFA (-141,8%) sur la même période sous revue.

La masse monétaire, suivant l'évolution de ses contreparties, a enregistré un accroissement de 12,8% (+169,0 milliards de FCFA) entre fin décembre 2010 et fin décembre 2011, en s'établissant à 1.488,5 milliards de FCFA à fin décembre 2011, contre 1.319,5 milliards de FCFA en fin décembre 2010. Cette évolution est due exclusivement à une augmentation des dépôts en banques (+198,2 milliards de FCFA, soit +19,2%), la circulation fiduciaire ayant au contraire décéléré de 41,2 milliards de FCFA, (-19,1%) sur la même période.

Sources : B.C.E.A.O.

### TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	4. Trim. 2010	1. Trim. 2011	2. Trim. 2011	3. Trim. 2011	4. Trim. 2011	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%



Au cours du quatrième trimestre 2011, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas connu de modification.

Le taux de pension et le taux d'escompte sont fixés, depuis le 16 juin 2009, respectivement à 4,25% et 6,25%, contre des taux respectifs de 4,75% et 6,75% qui étaient entrés en vigueur depuis le 16 août 2008.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,50% à 13,19%, en affichant une moyenne stable au cours des trois mois du quatrième trimestre 2011.

En ce qui concerne les établissements financiers, aucune modification de taux n'a été enregistrée au quatrième trimestre 2011.

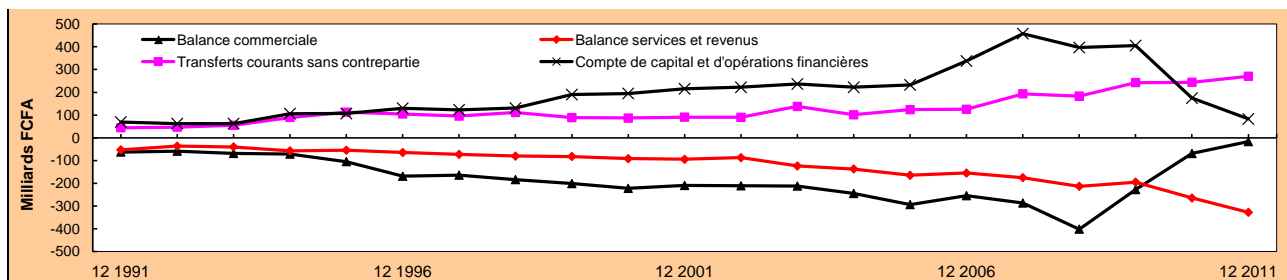
Sources : B.C.E.A.O.

## Secteur extérieur

### BALANCE DES PAIEMENTS

Le secteur extérieur de l'économie burkinabè s'est senti des effets de la crise économique internationale difficile. Ces effets ont toutefois été atténués, au niveau des opérations courantes, par la baisse des cours mondiaux des produits pétroliers et alimentaires et la bonne tenue des exportations d'or, grâce à la hausse des prix internationaux du métal jaune et au renforcement des capacités extractives des sociétés minières.

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	Var. 2011	
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Estimations	Var./2010	Var./2009
Exportations de biens FOB	298,6	310,4	425,2	785,2	1 041,2	32,6%	56,5%
Importations de biens FOB	585,1	711,7	652,8	854,2	1 057,8	23,8%	27,3%
Balance commerciale	-286,6	-401,4	-227,6	-69,0	-16,6	-75,9%	-73,0%
Services	-173,9	-211,6	-192,1	-261,6	-324,0	23,8%	29,9%
Revenus	-1,1	-1,6	-2,6	-3,2	-3,5	10,7%	17,0%
Balance des services et revenus	-175,1	-213,2	-194,7	-264,8	-327,5	23,7%	29,7%
Transferts courants sans contrepartie	193,3	183,3	242,8	244,0	270,4	10,8%	5,5%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-268,4	-431,3	-179,4	-89,9	-73,7	-18,0%	-35,9%
Transferts en capital	140,2	85,9	132,9	98,9	111,8	13,1%	-8,3%
Opérations financières	317,8	310,9	272,7	75,5	-29,1	-52,6%	-54,8%
Comptes de capital et d'opérations financières	457,9	396,8	405,6	174,3	82,7	-48,5%	-54,8%
Erreurs et omissions	-1,5	1,5	-1,4	1,5	0,8	-48,5%	-54,8%
Solde global	188,1	-33,0	224,7	86,0	9,8	-88,6%	-79,1%



A fin décembre 2009, le solde de la Balance des Paiements du Burkina Faso est ressorti excédentaire à 224,7 milliards de FCFA contre un déficit de 33,4 milliards de FCFA un an plus tôt.

Cette amélioration des comptes extérieurs découle aussi bien de celle du solde structurellement déficitaire de la Balance des transactions courantes, que celle des entrées nettes de flux au titre des opérations financières.

Les échanges extérieurs du Burkina Faso en 2010 ont été caractérisés par une bonne tenue des cours mondiaux de l'or et du coton, les deux principaux produits d'exportation. S'agissant de l'or, sa production s'est accrue avec le démarrage des activités des mines d'Essakane et d'Inata. Les effets de ces facteurs ont été atténués par une remontée des prix internationaux des produits pétroliers à partir du deuxième trimestre de l'année 2010. Aussi, les importations liées à l'intensification des activités agricoles et minières ainsi que celles relatives à la reconstruction et/ou la réhabilitation des infrastructures socio-économiques endommagées par les inondations du 1er septembre 2009 ont contribué à limiter l'accroissement des avoirs extérieurs nets. Ainsi, la Balance des Paiements du Burkina Faso ressortirait excédentaire de 86,0 milliards de FCFA en 2010, contre +224,7 milliards de FCFA l'année précédente.

Au niveau des opérations courantes, la balance des transactions courantes pour l'année 2010 s'est améliorée de 89,6 milliards de FCFA par rapport à l'année 2009, sous l'effet d'une hausse des exportations (+360,0 milliards de FCFA) conjuguée à une augmentation des importations (-201,5 milliards de FCFA). Les exportations ont atteint 785,2 milliards de FCFA en 2010 contre 425,2 milliards de FCFA en 2009, soit une hausse de 84,7% expliquée principalement par celles de l'or non monétaire (+332,1 milliards de FCFA) et du coton fibre, jusqu'alors principal produit pourvoyeur de ressources extérieures du pays (16,7 milliards de FCFA) entre 2009 et 2010. Quant aux importations, elles sont ressorties à 854,2 milliards de FCFA en 2010 contre 652,8 milliards de FCFA en 2009 soit une hausse de 30,9% imputable principalement aux biens d'investissement (+111,3 milliards de FCFA) et aux produits pétroliers (+40,8 milliards de FCFA).

Le solde des opérations financières et de capital, s'est établi à +174,3 milliards de FCFA en 2010 contre 405,6 milliards de FCFA en 2009, soit une baisse de 231,2 milliards de FCFA (-57,0%). Cette régression s'explique aussi bien par le solde du compte de capital que celui des opérations financières. En effet, le solde excédentaire des transferts de capital est passé de 132,9 milliards de FCFA en 2009 à 98,9 milliards de FCFA en 2010, soit une diminution de 34,0 milliards de FCFA d'une année à l'autre. De même le solde excédentaire des opérations financières s'est réduit de 197,2 milliards de FCFA, en se situant à 75,5 milliards de FCFA en 2010 contre 272,7 milliards de FCFA en 2009.

Ainsi, le solde global s'est établi à +86,0 milliards de FCFA en 2010 contre 224,7 milliards de FCFA en 2009.

Sources : B.C.E.A.O.



### COMMERCE EXTERIEUR

IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2011	2011	2011	2011	2012	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>272 058,6</b>	<b>287 593,5</b>	<b>321 496,9</b>	<b>332 877,0</b>	<b>371 625,5</b>	<b>11,6%</b>	<b>36,6%</b>
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	3 148,3	3 035,2	3 900,3	3 868,7	3 714,9	-4,0%	18,0%
Produits du règne végétal	19 625,6	18 997,0	22 356,6	20 719,0	21 167,7	2,2%	7,9%
Graisses et huiles animales ou végétales	1 907,4	2 788,7	4 029,1	3 454,9	4 006,0	16,0%	110,0%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	15 979,3	17 754,6	23 141,3	27 737,2	22 864,6	-17,6%	43,1%
Produits minéraux	69 086,1	83 876,7	78 980,0	83 525,0	91 195,5	9,2%	32,0%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	42 571,9	33 757,7	44 333,3	40 047,6	39 110,1	-2,3%	-8,1%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	9 320,2	11 085,0	12 438,2	13 037,5	19 169,5	47,0%	105,7%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	158,6	181,3	177,1	215,4	338,4	57,1%	113,4%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	930,4	871,8	931,4	870,6	1 006,0	15,5%	8,1%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	3 847,3	5 465,5	6 546,7	6 032,1	5 694,6	-5,6%	48,0%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	7 777,2	4 740,7	5 604,2	6 657,2	7 802,5	17,2%	0,3%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	962,8	1 001,9	1 237,9	1 266,7	1 393,9	10,0%	44,8%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	1 853,2	2 179,4	3 403,5	2 995,3	3 105,6	3,7%	67,6%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	33,2	35,0	43,6	58,8	107,7	83,2%	224,1%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	19 092,0	21 691,6	27 898,4	23 971,4	33 137,5	38,2%	73,6%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	39 268,8	44 729,1	51 195,8	57 904,5	74 566,1	28,8%	89,9%
Matériel de transport	29 211,7	30 007,2	27 001,3	33 240,7	37 143,5	11,7%	27,2%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	4 126,0	3 015,4	4 662,3	4 406,2	2 701,9	-38,7%	-34,5%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	692,5	372,2	749,5	239,6	331,6	38,4%	-52,1%

La hausse entamée au deuxième trimestre 2011 se poursuit. Les importations enregistrent au premier trimestre 2012 une hausse de 11,6% par rapport au quatrième trimestre 2011. La valeur totale des importations est ainsi passée de 332,9 milliards de francs CFA au quatrième trimestre 2011 à 371,6 milliards de francs CFA au premier trimestre 2012, soit une hausse de 38,7 milliards de francs CFA.

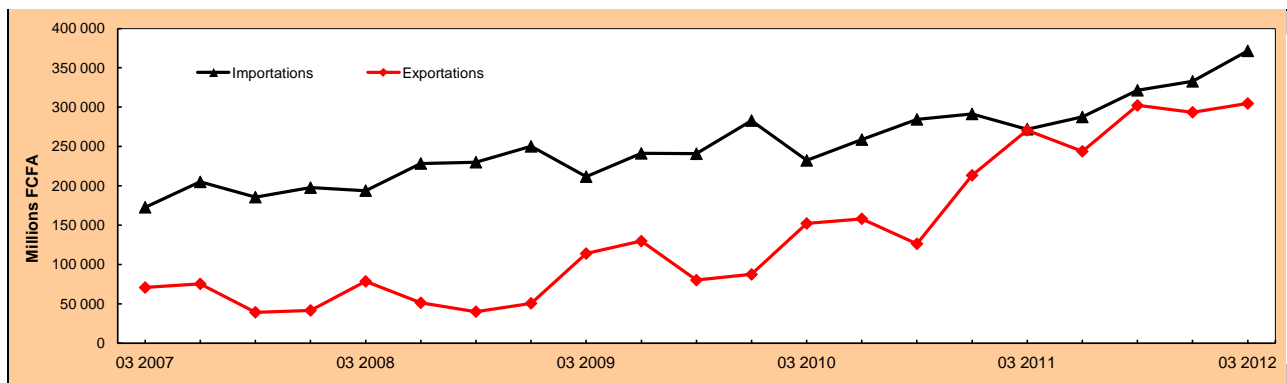
Cette hausse est principalement imputable à une hausse des importations des machines et appareils, matériels électrique et leurs parties de 16,7 milliards de FCFA, des métaux communs et ouvrages en ces métaux de 9,2 milliards de FCFA, de la facture pétrolière de 7,7 milliards de FCFA et des matières plastiques et ouvrages en ces matières pour 6,1 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la hausse enregistrée depuis le premier trimestre de l'année 2010 se poursuit. En effet, une hausse de 36,6% est observée par rapport au premier trimestre de 2011.

Les importations des machines et appareils, matériels électrique et leurs parties enregistrent la principale progression avec une différence de +35,3 milliards de francs CFA, soit +89,9% de glissement annuel; suivi des produits minéraux pour 22,1 milliards de francs CFA avec un glissement annuel de +32,0% ; des métaux communs et ouvrages en ces métaux pour 14,1 milliards de FCFA avec un glissement annuel de 73,6%; des matières plastiques et ouvrages en ces matières pour 9,8 milliards de FCFA avec un glissement annuel de 105,5%.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2011	2011	2011	2011	2012	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>270 661,5</b>	<b>243 946,7</b>	<b>302 239,3</b>	<b>293 566,9</b>	<b>304 772,7</b>	<b>3,8%</b>	<b>12,6%</b>
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	1 591,9	1 160,6	1 256,3	1 568,1	820,9	-47,7%	-48,4%
Produits du règne végétal	20 317,2	31 799,1	15 425,0	14 324,3	30 817,5	115,1%	51,7%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	15 766,3	7 098,8	7 717,0	11 541,0	24 645,5	113,5%	56,3%
Graisses et huiles animales ou végétales	888,2	431,6	244,1	777,6	678,5	-12,7%	-23,6%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 983,7	2 413,9	1 558,2	1 083,0	2 288,4	111,3%	15,4%
Produits minéraux	1 190,3	561,7	674,9	987,9	368,5	-62,7%	-69,0%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	1 124,9	748,3	1 138,5	328,6	491,4	49,6%	-56,3%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	66,7	121,5	2 161,3	50,3	58,4	16,1%	-12,5%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	443,9	542,9	350,0	614,4	432,8	-29,6%	-2,5%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	3,8	17,0	5,4	1,5	15,2	911,4%	301,8%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	36,0	75,2	13,7	18,7	15,9	-15,0%	-55,7%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	41 050,5	53 231,1	7 899,8	29 169,6	71 426,1	144,9%	74,0%
dont coton fibre	38 342,0	52 035,0	6 834,8	28 430,1	70 411,2	147,7%	83,6%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	5,0	6,0	19,7	0,0	48,5		865,6%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	71,1	104,9	61,4	46,5	99,1	113,0%	39,4%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	198 118,8	149 584,7	266 715,1	237 751,6	191 773,5	-19,3%	-3,2%
dont or	198 118,8	149 584,7	266 712,3	237 751,1	191 773,5	-19,3%	-3,2%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	647,0	771,1	1 402,5	850,2	537,5	-36,8%	-16,9%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	1 702,3	1 237,0	1 815,2	2 377,4	2 844,2	19,6%	67,1%
Matériel de transport	996,5	732,3	1 163,1	3 254,2	1 664,0	-48,9%	67,0%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	158,8	105,8	36,7	144,0	76,2	-47,1%	-52,0%
Marchandises et produits divers	107,6	206,9	278,4	170,7	246,0	44,1%	128,7%

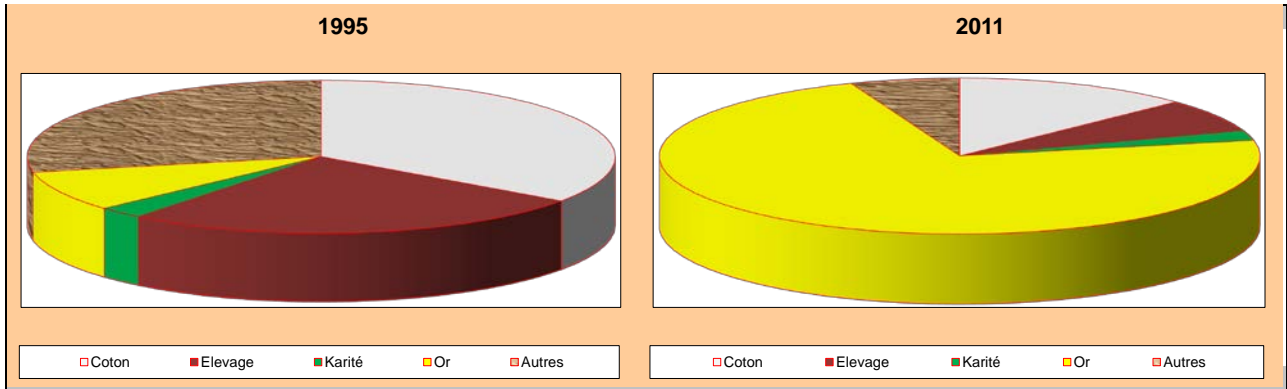


Les exportations enregistrent une hausse de 3,8% en glissement trimestriel au premier trimestre 2011 après les reculs observés depuis le second trimestre 2011. Cette hausse est principalement imputable à celles de coton fibre de 42,0 milliards de FCFA, de produits du règne végétal de 16,5 milliards de FCFA; que la baisse des exportations d'or de 46,0 milliards de FCFA n'a pas pu contenir.

En glissement annuel, les exportations ont connues une croissance de 12,6%. Elles sont principalement tirées par les exportations des produits agricoles saisonniers tels le coton et les produits du règne végétal qui enregistrent respectivement une hausse de 83,6% et 51,7%. Malgré la baisse des exportations d'or de 6,4 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2011, l'or confirme la place de plus en plus importante qu'elle occupe dans les entrées de devises au Burkina Faso.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1995	2008	2009	2010	2011
Part du coton dans total	34,8%	33,1%	22,8%	14,4%	12,8%
Part des produits de l'élevage dans total	25,8%	16,3%	14,2%	8,3%	6,9%
Part du karité dans total	2,5%	5,4%	4,2%	2,5%	2,1%
Part de l'or dans total	8,5%	22,6%	42,3%	65,2%	72,3%
Part des autres produits dans total	28,3%	22,5%	16,6%	9,5%	5,9%

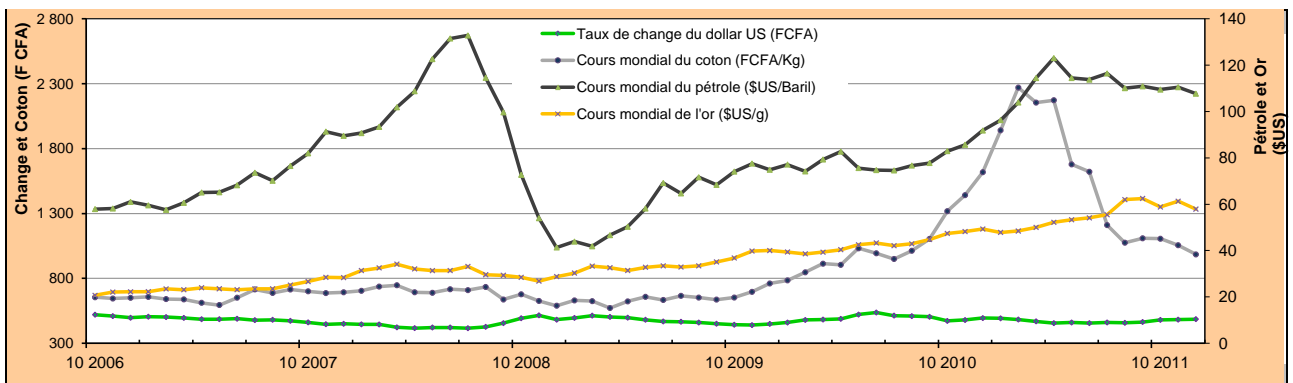


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabè poursuit sa mutation. D'une structure où prédominaient les exportations de produits de l'élevage (25,8%) et celles du coton (34,8%) en 1995, il ressort une prédominance de l'or avec 72,3% de la part des exportations en 2011. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 12,1 tonnes en 2009 et 32,2 tonnes en 2011, mais aussi par la hausse soutenue du prix de l'or ces années qui ont suivies la crise de 2008, en raison principalement de sa nouvelle fonction de réserve de valeur.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

### COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHÉ INTERNATIONAL Moyenne trimestrielle	1. Trim. 2011	2. Trim. 2011	3. Trim. 2011	4. Trim. 2011	1. Trim. 2012	Glissement	
						trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	481,3	456,7	460,6	482,7	501,0	3,8%	4,1%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	104,9	117,1	112,5	109,2	118,7	8,7%	13,2%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	4 413,3	3 996,3	2 456,7	2 173,0	2 213,3	1,9%	-49,8%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	48,8	53,2	60,0	59,3	59,6	0,4%	22,2%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	50,4	53,5	51,8	52,7	59,5	12,8%	17,9%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	2 122,0	1 824,4	1 131,5	1 048,6	1 109,0	5,8%	-47,7%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	23,5	24,3	27,6	28,6	29,8	4,2%	27,2%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,042	0,034	0,022	0,020	0,019	-6,1%	-55,6%



**. Taux de change du dollar :**

Le FCFA conserve sa tendance dépréciative par rapport au dollar amorcée depuis la fin du deuxième trimestre 2011. Après une dépréciation de 4,8% au quatrième trimestre 2011, le taux USD/FCFA s'est déprécié de 3,8% au premier trimestre 2012 (en variation trimestrielle), soit au taux trimestriel moyen de 501,0 F CFA contre 482,7 FCFA un trimestre plutôt. En glissement annuel, il s'est déprécié de 4,1% contre une légère dépréciation (-0,2%) au quatrième trimestre 2011. Cette tendance dépréciative amorcée depuis juillet 2011 serait imputable aux perspectives de regain de confiance au niveau de la reprise de l'économie mondiale combiné à la hausse du cours mondial du baril du brut. L'effet ciseau entre la hausse du cours du pétrole et la dépréciation du taux dollars/F CFA pourrait inhiber les effets positifs escomptés de la balance commerciale de notre pays, si la tension actuelle sur le cours du brut devrait perdurer.

**. Prix des produits exportés :**

Au cours de ce trimestre, le cours mondial du coton a enregistré une rupture de sa chute amorcée depuis avril 2011, avec une hausse trimestrielle de 1,9% au premier trimestre 2012 contre une baisse de 11,5% un trimestre plutôt. Toutefois, en glissement annuel, le cours mondial du coton demeure en baisse de 49,8%. En FCFA, le cours du coton a enregistré une hausse de 5,8% et une baisse de 47,7% respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel. Le kilogramme de coton fibre est ainsi ressorti en moyenne à 1.109,0 FCFA au premier trimestre 2012 contre 1.048,6 FCFA au quatrième trimestre 2011. L'augmentation de la production mondiale conjuguée à une baisse progressive de la demande mondiale de coton en substitution à celle de la fibre synthétique en Chine expliquerait cette dynamique du cours qui s'inscrit globalement dans une tendance baissière.

Indépendamment des petits yoyos enregistrés au cours des deux derniers trimestres, le cours mondial de l'once d'or conserve globalement son embellie au premier trimestre 2012. En variation trimestrielle, il est en hausse 0,4% contre une baisse de 1,1% un trimestre plutôt, passant ainsi de 59,3 \$US/g à 59,6 \$US/g en moyenne. En glissement annuel le cours de l'or demeure en hausse de 22,2% contre 22,8% au quatrième trimestre 2011. En FCFA, il est en hausse de 4,2% (variation trimestrielle), passant ainsi de 28.600 FCFA/g en moyenne au quatrième trimestre 2011 à 29.800 FCFA/g au premier trimestre 2012. L'or devrait conserver son statut de première valeur refuge au regard de l'instabilité des différentes devises sur les différents marchés.

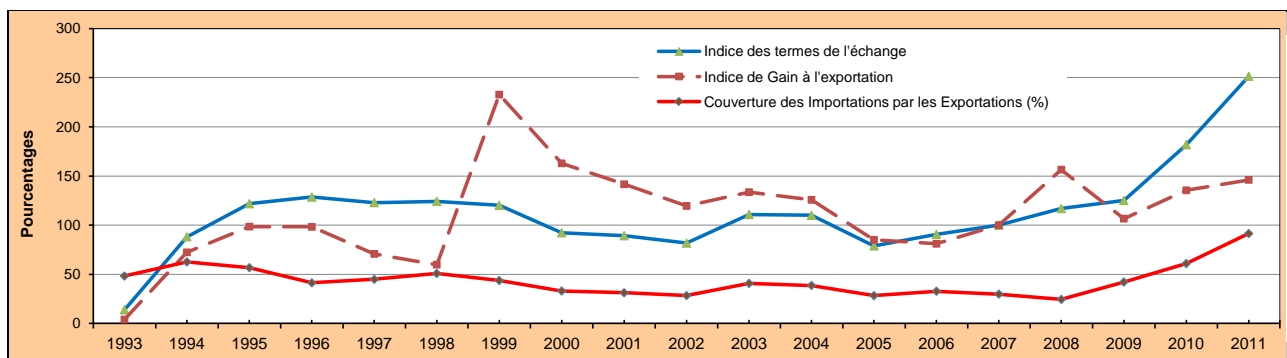
**. Prix des produits importés :**

Le cours mondial du baril du brut de pétrole a franchi le record historique depuis août 2008 de 125 USD en mars 2012, enregistrant ainsi une variation trimestrielle de +8,7% au premier trimestre 2012 contre -2,9% un trimestre plutôt. En glissement annuel, il a connu une augmentation de 13,6%. En FCFA, le cours du baril de pétrole a varié de +12,8% et de +17,9% respectivement en glissement trimestriel et en glissement annuel. La flambée du cours du baril tient en partie à l'intensification des crises géopolitiques dans la région du Moyen-Orient notamment les tensions accrues sur le programme nucléaire de l'Iran avec une perte probable d'une importante quantité du brut iranien sur le marché mondial (cessation déjà vers le Royaume-Uni et la France) combiné à une augmentation de la demande mondiale de brut consécutive aux bonnes perspectives de reprise de l'économie (production mondiale) attendue en 2012.

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

**INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR**

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2007	12 2008	12 2009	12 2010	12 2011	Var. 2011	
						Var./2010	Var./2009
Indice prix à l'exportation	100,0	126,6	146,7	209,6	282,3	34,7%	92,4%
Indice prix à l'importation	100,0	108,3	117,3	115,3	112,2	-2,6%	-4,3%
Indice des termes de l'échange	100,0	116,9	125,1	181,8	251,5	38,3%	101,1%
Indice de gain à l'exportation	100,0	156,5	106,6	135,5	146,1	7,9%	37,0%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	29,9	24,5	42,1	60,9	91,5	50,1%	117,1%



Si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un niveau atteint de 60,9% en fin 2010 puis de 91,5% en fin 2011.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

## Définitions et abréviations

### Général

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DEP :	Direction des Etudes et de la Planification
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGPER :	Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale
DGPSE :	Direction Générale de la Prévion, des Statistiques et de l'Economie de l'Elevage
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
FEC :	Facilité Elargie de Crédit
IADM :	Initiative d'Allégement de la Dette Multilatérale
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAHRH	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRA :	Ministère des Ressources Animales
PPTE :	Pays Pauvres Très Endettés
Prov. :	Données provisoires
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
SONAGESS :	SOCIÉTÉ NATIONALE DE GESTION DU STOCK DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
SP-PPF :	Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques et Programmes Financiers
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

### Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail) géré par la Direction générale de la prévion et des statistiques de l'élevage du Ministère des Ressources Animales.

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

### Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

### Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si  $ITE < 100$  on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si  $ITE > 100$  on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume des exportations (ILQE).

## *Crédit des contributions*

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
<b>YAGO, Namaro TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel</b>	Coordonnateurs généraux	INSD
<b>KABORE, Barbi</b>	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
<b>KABORE, W. Denis</b>	Prix des produits de l'élevage	DGPSE
<b>PALE, Eric</b>	Prix des produits agricoles	SONAGESS
<b>SOW, Arouna</b>	Soldes d'opinions - Relecture	INSD
<b>SOME, Sankar Placide</b>	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
<b>KABORE, W. Denis</b>	Production de l'élevage	DGPSE
<b>PALE, Eric</b>	Production de l'agriculture	SONAGESS
<b>LENGANE, Toubriyant MILLOGO, François SIE, Chiep</b>	Finances publiques	DEP/MEF SP-PPF SP-PPF
<b>PODA, Serge Gnaniodem</b>	Situation monétaire	BCEAO
<b>PODA, Serge Gnaniodem</b>	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
<b>OUEDRAOGO, Dansané</b>	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
<b>SEBEGO, Mamoudou</b>	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DPAM / DGEP